

délibération :  
D\_2020\_1\_2

**SEANCE DU LUNDI 13 JANVIER 2020**

Nombre de conseillers en  
exercice : 19

L' an deux mille vingt , le lundi 13 janvier à 20 h 30, le Conseil Communal dûment  
convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle du Conseil Municipal - Mairie, sous la  
présidence de Monsieur BRUNEAU Alain, Le Maire.

Présents : 18

Date de convocation du : 06 Janvier

Votants : 19

**Présents :** Monsieur BRUNEAU Alain, Madame BIGEON Michèle, Madame ROUX  
Eliane, Monsieur VIDAL Bernard, Monsieur LOUSTALNEAU Jean-Louis, Monsieur  
CARAYOL Alain, Madame FORSES Florence, Monsieur MARRONCLES Pascal,  
Monsieur DUFOUR Frédéric, Madame PRADEL Céline, Madame BAC Elodie, Madame  
MONJOU Marilyne, Monsieur PIJOLAT Jean-Louis, Monsieur RODIER  
François, Madame BASTIEN Joëlle, Monsieur MARRE Francis, Madame GARNESSON  
Catherine, Monsieur DURAND Fabrice

**Objet : Délibération portant  
sur la convention de  
coordination et de  
mutualisation pour la  
gestion de la compétence «  
eaux pluviales urbaines »  
entre la CABA et la  
commune de JUSSAC**

**Pouvoirs :**

Madame RUELLE Prisca a donné pouvoir à Madame PRADEL Céline

**Absent(s) :**

**Excusé(s) :** Madame RUELLE Prisca

**Secrétaire de Séance :** Madame Elodie BAC

**Rapport de synthèse**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5216-7-1 et L.5215\_27 ;

Considérant que l'article L.5216-5, 10° du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2020 dispose que les Communautés d'Agglomération sont obligatoirement compétentes en matière d'assainissement, y compris les eaux pluviales urbaines à compter de la date susdite ;

Considérant que ces dispositions ont été intégrées dans les nouveaux statuts de la CABA adoptés par délibération du Conseil communautaire le 30 septembre 2019 , officialisés par l'arrêté préfectoral n°2019-1755 en date du 27 décembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Considérant qu'en conséquence, la CABA sera compétente, au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et en substitution des communes, en matière de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) telle que définie à l'article L.2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'une consultation a été lancée en décembre 2019 par la CABA afin d'être accompagnée par un cabinet extérieur, notamment pour réaliser un inventaire exhaustif des ouvrages concernés par cette nouvelle compétence dont les contours sont délicats à délimiter en raison de la fonction mixte de certains collecteurs, par exemple, qui reçoivent également des eaux de ruissellement qui sont hors compétence de la GEPU ;

Considérant que cette mission intègre également la prise en considération des conclusions qui doivent être rendues au terme de l'élaboration des schémas directeurs d'assainissement pluvial directement engagés par les Communes d'Aurillac et d'Arpajon-sur-Cère sur leur territoire ;

Considérant que le prestataire devra également établir les documents nécessaires à la détermination des analyses et à la formalisation des avis et arbitrages devant être rendus par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées ;

Considérant qu'il convient, dès à présent, de préciser que la compétence GEPU est limitée géographiquement aux zones U et AU qui sont définies dans le PLUi proposé à l'approbation du Conseil Communautaire lors de la séance du 17 décembre 2019 ;

Considérant que, dans l'attente du résultat de ces études et des décisions à arrêter conjointement entre les communes et la CABA sur l'ensemble des sujets induits par le transfert de cette compétence en termes de ressources humaines, de finances, de règles administratives, juridiques et techniques, il demeure nécessaire d'assurer la continuité de l'exploitation de ce service public et la réalisation des investissements qui y sont attachés ;

Il est proposé pendant une durée d'une année tacitement renouvelable une fois pour une durée équivalente que la commune poursuive ses missions techniques pour le compte de la Communauté d'Agglomération et ainsi de conclure avec cette dernière la convention de coordination et de mutualisation jointe aux présentes.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :**

- **d'APPROUVER** les termes de la convention jointe en annexe ;
- **d'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention avec la CABA et à en assurer l'exécution.

**Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0**



Au registre sont les signatures,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
A.BRUNEAU